



# OUI : il existe une alternative au capitalisme

Par **André Parizeau**  
Chef du PCQ

Le président de la FTQ, **Henri Massé**, n'a pas hésité à dénoncer, ces derniers jours, la fermeture de **Gildan**, comme étant du "capitalisme sauvage". De la part du président de la FTQ, une telle référence ressemblant plus à un discours de la gauche radicale qu'à celui d'un chef syndical, peut surprendre. Elle reflète en même temps la gravité de la situation économique au Québec, une situation qui ne cesse de se dégrader.

Pour que de telles déclarations ne soient pas juste qu'un coup d'épée dans l'eau, il faudrait d'abord et avant tout que celles-ci puissent s'appuyer sur une stratégie de lutte face à tout ce déluge de fermetures. Cela soulève en même temps une question de fonds: existe-t-il vraiment une alternative face au rouleau compresseur du néolibéralisme ? Oui, affirme le Parti communiste du Québec (PCQ).

## Inacceptable

*«C'est inacceptable que Gildan, une entreprise qui affiche un chiffre d'affaires annuel de 975 millions de dollars et un bénéfice net de 15,6 millions de dollars pour le seul premier trimestre de 2007, ferme de façon cavalière son usine de la rue Louvain, à Montréal, sous le seul prétexte de baisser ses coûts de production»,* fait valoir le président de la FTQ, dans un communiqué émis le 28 mars dernier. L'usine en question employait une cinquantaine de personnes.

*«À la limite on pourrait comprendre qu'une entreprise en sérieuses difficultés financières jongle avec l'idée de fermeture pour tenter de sauver les meubles. Mais ici on parle d'un géant dans le marché du T-shirt et du coton ouaté dont le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2007 est en hausse de 54,4 % sur le premier trimestre de 2006. Dans un tel contexte, on peut parler sans pudeur de capitalisme sauvage»* a déclaré le président de la FTQ.

Que le président de la FTQ en arrive lui-même à dénoncer de la sorte l'illogisme et le caractère profondément asocial de compagnies comme Gildan est très bien. Trop souvent, le sort des travailleurs et des travailleuses oeuvrant dans les entreprises, surtout quand celles-ci sont petites, est mis de côté. On n'en parle pas. C'est comme si cela n'était pas important. On ne veut pas en entendre parler. Reste maintenant à savoir quoi faire.

## **Une réalité qui ne cesse de nous frapper en pleine face**

On aime en général bien mieux parler du soit disant essor de l'économie québécoise, du dynamisme de l'entrepreneurship québécois, etc. Mais la vérité est autre.

Une fois encore, ce qui vient de se passer chez Gildan fait ressortir l'urgence de mettre un terme à toute cette hémorragie de fermeture d'usines et de mises à pieds massives qui menacent de plus en plus l'avenir même du Québec mais à propos de laquelle aucun des grands partis politiques à l'Assemblée nationale n'a vraiment de quoi à proposer.

Cela va prendre un très sérieux coup de barre sur le plan économique. Autant la situation sur le plan environnemental est actuellement très grave (ce qu'à peu près tout le monde, sauf peut-être Stephen Harper, reconnaît aujourd'hui), autant sur le plan strictement économique, il y a aussi un très sérieux problème qui exige qu'on aille beaucoup plus loin que tout ce que les principaux partis politiques, actuellement représentés à l'Assemblée nationale, sont présentement prêts à faire.

Mais est-ce vraiment possible de parler d'alternative face à tout ce déluge de mauvaises nouvelles ? Dans toute une frange de la population, il existe une bonne dose de cynisme. À moins de remettre véritablement en cause les règles et lois du système capitaliste dans lequel nous vivons, cela pourrait effectivement être assez difficile. C'est justement pourquoi nous disons qu'il faut remettre en cause ces mêmes lois.

## **Être prêt à remettre en cause les règles de ce système**

Plus que jamais la nécessité d'une remise en cause de ce système s'impose. Voilà sans doute pourquoi, les grands partis évitent de manière quasi systématique de parler des vrais choses parce qu'ils ne veulent justement pas remettre en cause ces règles. Voilà en même temps pourquoi le travail pour bâtir une nouvelle alternative autour du parti **Québec solidaire** est si important.

En unissant sur une base toujours plus grande, les différentes composantes de la gauche québécoise, Québec solidaire peut et doit devenir le véhicule politique pour favoriser une telle alternative. Voilà en tout les cas ce pourquoi le PCQ appuie Québec solidaire et ce pourquoi nous espérons qu'il y aura de plus en plus de gens pour faire de même, notamment chez les travailleurs et les travailleuses.

Québec solidaire, elle-même, ne se positionne pas encore, et de manière directe, dans une perspective anti-capitaliste. Cela reflète pour une bonne part l'état de la réflexion au sein des forces de gauche. Sauf qu'au moins, Québec solidaire ose poser les bonnes questions. Elle ose en même temps remettre en cause certains des fondements sur lequel s'appuie justement le capitalisme. C'est déjà un premier pas.

## **Les syndicats eux-mêmes devraient être prêts à se remettre en cause**

Les syndicats devraient eux-mêmes être prêts à se remettre en cause à leur tour. On dit souvent que nous ne possédons pas, collectivement, les moyens pour redevenir maître chez nous. Pourtant, autant à la FTQ qu'à la CSN, les syndicats contrôlent aujourd'hui des milliards de dollars d'actifs, regroupés dans des fonds comme le Fonds de solidarité de la FTQ. Et cela, c'est sans parler des milliards de dollars que possède, en plus, la Caisse de dépôt et de placement du QUÉbec, ainsi que de tout le pouvoir existant au niveau de tout le reste de l'État québécois.

Sauf qu'avec les années, ces fonds syndicaux qui devaient initialement avoir une mission d'abord sociale, se sont de plus en plus concentrés vers le seul objectif d'obtenir un maximum de rentabilité. La même chose peut être dite de la Caisse de dépôt.

Il faut dire à la défense de ces fonds syndicaux que la loi réglemente de manière très stricte l'action de ceux-ci. Il faut également dire que les politiques suivies ces dernières années par les différents gouvernements qui se sont succédés à Québec, n'étaient pas marquées par un très grand préjugé en faveur des travailleurs. Pour ne pas dire plus...

Mais pourquoi, ne peut-on pas justement se mobiliser encore beaucoup plus largement et, surtout, de manière beaucoup plus conséquente, pour changer ceux et celles qui sont supposés nous représenter à Québec et qui ne le font pas ? Pourquoi ne pas justement se battre aussi pour changer la loi, là où elle empêche justement que ces fonds puissent véritablement jouer un rôle beaucoup plus efficace ? On pourrait en même temps se poser bien d'autres questions. Comment se fait-il en effet que personne n'ait encore penser à proposer une stratégie qui allieraient tous ces milliards de dollars des fonds syndicaux à ceux de la Caisse de dépôt ainsi que de tous les autres instruments de contrôle collectifs ? Comment se fait-il aussi que les orientations à suivre et à défendre pour ces fonds syndicaux ne soient à peu près jamais discutés dans les congrès des différentes centrales syndicales, alors que ce sont justement celles-ci qui ont créé ces institutions ?

Comment se fait-il également que les syndicats n'aient pas, au fil des années, développé une stratégie plus claire pour reprendre l'offensive et proposer une stratégie de lutte ? Pourquoi ne parlent-ils presque plus de renationaliser certains secteurs de notre économie, comme cela se fait pourtant ailleurs, dans d'autres pays ? Pourquoi les syndicats ne reprennent-ils pas ce fameux slogan des années 60 en faveur de "devenir maîtres chez nous" ? Est-ce que cela ne serait pas justement bien à propos ?

Voilà bien des questions qui restent cependant sans réponse réelle.

## **Changer les choses est possible**

Certains nous demanderont : mais pourra-t-on vraiment faire face à la puissance de toutes ces grosses compagnies et de tous ceux qui, parce qu'ils profitent justement de la situation actuelle, ne veulent justement pas que cela change.

À cela, nous répondons : si des peuples vivant des situations économiques et politiques beaucoup plus difficiles, telles en Amérique Latine, y arrive alors nous pouvons aussi le faire. Si eux le peuvent, alors nous aussi nous le pouvons.

Pour notre part, nous sommes convaincus que nous y arriverons un jour. Nous sommes également convaincus que ce seront ultimement les travailleurs et les travailleuses qui seront les principaux artisans de ce changement social. Le jour où ces travailleurs et ces travailleuses décideront collectivement de se prendre en mains eux-mêmes, d'investir eux-mêmes la scène politique, au lieu de toujours laisser les autres agir (et mal agir) à leur place, alors ce sera déjà un premier pas.

Montréal, le 2 avril 2007